



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 18 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 décembre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOULOGNE (Brousseval & Magneux)

52130 Brousseval

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 décembre 2023 dans l'établissement BOULOGNE (Brousseval & Magneux) implanté Brousseval : Le Milanet, Le cul rouge, Atigny, La Côte Rave, Côte du Rondet, Les Recouchants, Les Vallées, Fosse aux renards Magneux : La Clavière 52130 Brousseval. L'inspection a été annoncée le 06/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan de contrôle annuel 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOULOGNE (Brousseval & Magneux)
- Brousseval : Le Milanet, Le cul rouge, Atigny, La Côte Rave, Côte du Rondet, Les Recouchants, Les Vallées, Fosse aux renards Magneux : La Clavière 52130 Brousseval
- Code AIOT : 0005700936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Ets CALIN possèdent plusieurs carrières de roches massives, et alluvionnaires dans le département de la Haute-Marne.

Ils sont spécialisés également dans la fabrication de béton, développé à partir la production des matériaux issus de leurs carrières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002

52901 CHAUMONT cedex

- Phasage
- Extraction
- PPC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 7	Sans objet
2	conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 9	Sans objet
3	dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas relevé de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 7
Thème(s) : Autre, phasage
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe doit être scrupuleusement respecté. Néanmoins, il est possible de déroger à celui-ci après demande motivée et accord écrit de l'inspection des installations classées. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans.
Constats : Le phasage correspond à la fin de phase 3, et début de phase 4. l'exploitant respecte donc bien le phasage inscrit dans son autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 9
Thème(s) : Autre, extraction
Prescription contrôlée : Le lit de la Marone situé à l'intérieur de l'emprise du site devra être conservé dans son intégralité. L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 35m dont 5 m de terres de découverte et de stériles et 30m de calcaire. Elle ne peut être réalisée au dessous de la cote NGF de 172 mètres.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni le plan à jour daté de 2023. Il est réalisé via un drone. La côte minimale relevée est de 173 m NGF. La côte minimale de 172 m NGF n'étant pas atteinte, l'exploitant est donc conforme à l'autorisation délivrée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 1
Thème(s) : Autre, portée de l'autorisation
Prescription contrôlée : L'exploitation est conduite par gradins successifs de 8 mètres de hauteur maximale.
Constats : Les gradins répertoriés sur plan, ont une hauteur comprise entre 8 et 9 m. La grande majorité des points se trouvant à 8m. Les zones supérieures à 8 m restent ponctuelles. L'exploitant respecte donc bien les hauteurs minimales des gradins fixé dans son autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite